



TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

The press review

1-16 August 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

National news

Wort.lu

Luxembourg Publié le 01.08.13 17:35

Transparence fiscale: le ministère des Finances redresse la barre

Au lendemain de la publication du rapport de l'OCDE épinglant le Luxembourg pour ne pas avoir suffisamment échangé d'informations fiscales avec d'autres pays, le ministère des Finances rétorque jeudi, que ça, c'était avant. À l'automne "seront déposés les projets de lois relatifs à l'échange automatique".

(MF avec C.) - [Le rapport du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements publié par l'OCDE](#) (en anglais), mercredi, avait épinglé le Luxembourg en matière de transparence fiscale.

Le forum mondial chargé de traquer les paradis fiscaux a jugé [inférieures aux exigences internationales les pratiques d'échanges d'informations du Luxembourg](#) avec d'autres pays.

Dans un communiqué daté de jeudi après-midi le ministère des Finances tient à apporter des précisions. A commencer par le fait que ce rapport porte sur l'échange d'information "**sur demande**" et ce "durant la période du 2009 au 31 décembre 2011".

C'était donc avant que le Luxembourg n'annonce le 10 avril 2013, de "passer progressivement à l'échange **automatique** d'informations".

Le ministère résume: "Sans porter un jugement définitif, il constate certaines déficiences en matière de réaction administrative des autorités luxembourgeoises en réponse aux requêtes étrangères".

Et précise ensuite que "le rapport retient toutefois que le Luxembourg dispose du cadre juridique et réglementaire requis par les normes internationales et échange de fait des quantités considérables d'informations et ce dans le respect des délais".

À la rentrée d'automne 2013 "seront déposés à la Chambre des députés, les projets de lois relatifs à l'échange automatique prévus dans les directives européennes afférentes et l'accord bilatéral FATCA avec les États-Unis d'Amérique".

Tout comme le projet de loi d'approbation de la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, que le Luxembourg a signé à l'OCDE le 29 mai 2013.

Le ministère souligne finalement qu'en "matière de transparence fiscale, le Luxembourg souscrit pleinement aux efforts en vue de normes internationales effectivement appliquées à l'échelle mondiale".

Srel

L'ex-espion a encore «des cartes à jouer»

Frank Schneider, l'ancien chef des opérations du Renseignement, considère, dans un entretien, que cette «affaire» a été instrumentalisée à des fins purement politiques. Il annonce avoir d'autres révélations à faire à la Justice.

Par : Sébastien Lambotte / Publié par paperJam.lu



Frank Schneider, l'ex-espion, a encore des choses à dire... à la Justice.

(Photo : chd)

L'affaire du Service de renseignement luxembourgeois (Srel), après avoir fait vaciller la coalition gouvernementale, n'a probablement pas révélé tous ses secrets.

Voici que Frank Schneider, ancien chef des opérations du Srel, refait parler de lui. Mis en cause à plus d'une reprise dans le rapport de la commission d'enquête parlementaire (celui-là même qui engageait la responsabilité politique de Jean-Claude Juncker), il a accordé un entretien à... La Libre Belgique. Et à paperJam.lu dans la foulée.

Il y livre sa version des faits.

Tutelle bien informée

Pantouflage, utilisation d'informations classifiées à des fins privées et notamment dans le cadre de la création de sa propre société de renseignement économique, Sandstone, organisation d'écoutes illégales, destruction de documents...: il nie l'ensemble des faits qui lui sont reprochés.

Frank Schneider précise que tout a été mené en parfaite transparence, vis-à-vis du Premier ministre mais aussi de la commission parlementaire de contrôle du Srel. «Jean-Claude Juncker prenait le temps de recevoir Marco Mille (ancien chef du Srel, ndlr) très régulièrement. Mon opinion est que le Premier ministre était certainement bien renseigné par le Srel», explique-t-il.

Déresponsabilisation politique

L'ex-espion s'attaque également à la commission de contrôle du Srel. «Elle était aussi au courant de nos analyses. Elle a par exemple été mise très tôt au courant de l'affaire de l'enregistrement du Premier ministre. Mais ses membres ont choisi, pour des raisons d'élections, d'ignorer ce fait, de ne pas faire un transfert au Parquet. Cette commission a échoué. Maintenant, ils veulent se déresponsabiliser par rapport à cette situation», ajoute-t-il.

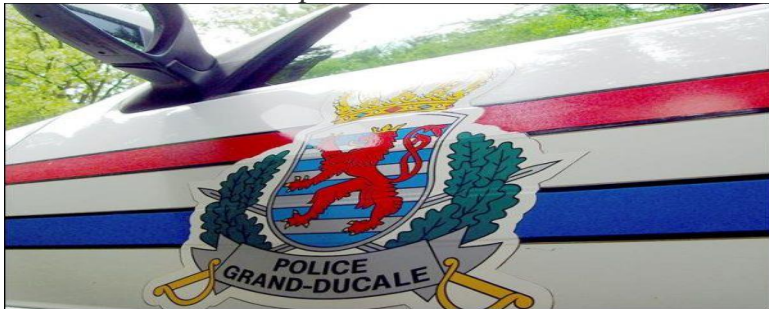
Dans une lettre qu'il a adressée au président de la Chambre des députés suite à l'approbation du rapport, Frank Schneider s'étonne en effet que quatre membres de la commission d'enquête soient «membres ou anciens membres de la commission de contrôle».

PROCÈS EN VUE

02 août 2013 10:07; Act: 02.08.2013 11:09

Une affaire de corruption entache la police

LUXEMBOURG - Falsifications de documents et détournement de fonds. Ce sont les accusations qui pèsent sur quatre membres de la police grand-ducale, dont l'ancien directeur de l'École de police.



Quatre policiers seraient sur la sellette. (photo: Editpress)

Mercredi, la Chambre du conseil de la cour d'appel a prononcé le renvoi devant le tribunal d'un dossier en rapport avec la rémunération d'intervenants externes à l'École de police. Une affaire remontant aux années 2007-2009 et impliquant Jacques Klein, l'ancien directeur de l'École de police, et deux commissaires en chef à la retraite. Selon nos confrères de *RTL*, c'est en tout quatre policiers qui seraient sur la sellette. Ils sont accusés de «faux en écriture et usage de faux» et de détournement de fonds.

Un petit rappel des faits s'impose. Lors de la formation à l'École de police, des «jeux de rôle» sont parfois organisés pour se mettre dans les conditions du réel. Pendant plusieurs années, c'est la femme d'un commissaire en chef de la police qui a participé à de tels exercices. Et cela en tant que bénévole. Or, des heures de travail ont été payées, alors qu'elles n'étaient pas prévues dans le budget de la police. Selon *RTL*, on parle d'environ 6 600 euros. Pour payer la femme du commissaire des documents auraient donc été falsifiés, de là les accusations de «faux en écriture et usage de faux».

À l'époque, le directeur de l'École de police s'était rendu compte de ces irrégularités. Dans un communiqué publié jeudi soir, la police grand-ducale souligne ainsi qu'elle «a pris connaissance des faits en temps utile, dans la mesure où les irrégularités ont été découvertes (d'ailleurs par l'ancien directeur lui-même) lors d'un contrôle financier interne et dénoncées immédiatement aux autorités compétentes». Avant d'expliquer: «Étant donné qu'une procédure judiciaire est en cours, la police ne peut pas s'exprimer sur le fond du dossier». (FR/*L'essentiel Online*)

D'Lëtzebuerger Land

02.08.2013

Corruption, trafic d'influence

L'enveloppe roumaine

Véronique Poujol

Séance de rattrapage à la Cour d'appel qui a fait à l'Office de lutte contre la fraude de l'UE, l'Olaf, la démonstration que la législation luxembourgeoise n'était pas une passoire, impuissante de réprimer la corruption et le trafic d'influence auprès des institutions européennes hébergées au grand-duché. Un arrêt a condamné à dix-huit mois de prison et 20 000 euros d'amende un ressortissant autrichien, ancien consultant personnel du ministre roumain des Transports, Radu Berceanu, pour avoir glissé une enveloppe contenant 10 000 euros d'argent liquide à un fonctionnaire de la Banque européenne d'investissement (BEI), peu avant la visite en septembre 2009 au Luxembourg d'une délégation venant de Bucarest dans le but de faire financer des infrastructures, dont la rénovation de l'aéroport de Sibiu ainsi qu'un projet d'autoroute « délicat ». L'enveloppe avait été aussitôt retournée et l'alerte donnée à la hiérarchie et une plainte introduite à l'Olaf. La BEI n'a pas garanti, comme s'y attendaient les Roumains, le financement de l'aéroport. Le gouvernement de Bucarest a mis lui-même la main à la poche ainsi que la Ville de Sibiu. Un prêt fut également octroyé par Dexia. Lorsqu'il donna l'enveloppe, le prévenu accompagna son geste par ces mots peu équivoques : « für Sie privat ».

Lëtzebuerg Veröffentlicht am 07.08.13 13:00

Ackerbauverwaltung: Beamter spielt Ehefrau Prämien zu

Direktor Léon Wietor bestätigt den Betrug



Die Landwirtin erhielt Prämien für Flächen, die gar nicht von ihr bewirtschaftet wurden.

Archivfoto: Anouk Antony

(ham) - Ein Beamter der Ackerbauverwaltung soll mehrere hunderttausend Euro veruntreut haben. Das Geld sei in Form von Prämien an seine Frau ausbezahlt worden, die einen landwirtschaftlichen Betrieb besitzt, meldete am Mittwochmorgen das Lëtzebuurger Journal.

Laut der Luxemburger Tageszeitung handelt es sich um Prämien in Höhe von 350 000 Euro, die für Flächen ausbezahlt wurden, für die keine Unterstützungen angefragt worden waren.

Der Direktor der Ackerbauverwaltung hat inzwischen auf die Meldung reagiert: „Ich kann bestätigen, dass einen solchen Fall gibt und dass der Beamte in der ‚Unité de contrôle‘ gearbeitet hat“, so Léon Wietor gegenüber Radio DNR.

Irregularitäten

Der Betrug sei aufgefallen, nachdem Irregularitäten festgestellt worden seien. Auf einen Verdacht hin habe man im System die Zahlungen überprüft und interne Ermittlungen angestrengt. „Dabei ist aufgefallen, dass Prämien an die Ehefrau des Beschuldigten ausbezahlt wurden für Flächen, die nicht von dieser bewirtschaftet werden“, betont Wietor.

Der direkte Schaden sei verhältnismäßig niedrig, handele es sich doch um „keine so eine große Summe“. EU-Vorschriften besagen aber, dass der betroffene Landwirt bei einem Betrug sämtliche Prämien zurückzahlen muss, die in den Vorjahren an ihn ausbezahlt wurden.

Der Direktor der Ackerbauverwaltung ASTA geht davon aus, dass sich der Betrug über zwei bis drei Jahre gezogen hat. Der betroffene Beamte wurde inzwischen aus der ‚Unité de contrôle‘ heraus in eine andere Abteilung versetzt, in der dieser keinen Zugang mehr zu Daten hat.

Gegen den Beamten wurde eine Strafanzeige erstellt. Des Weiteren befasst sich der Disziplinausschuss der Ackerbauverwaltung mit dem Vergehen.

Alstom laundered money through Luxembourg, states Brazil corruption probe



Photo: AFP

(AFP) French power company Alstom paid millions of dollars in bribes to secure lucrative contracts in Sao Paulo state in 1998, with some of the money being laundered through Luxembourg, a Brazilian newspaper reported Thursday.

The Estado de Sao Paulo cited federal police documents as saying Alstom executives were among 10 people facing charges in connection with the scandal.

Two ex-state secretaries, two heads of the state energy firm EPTE also faced prosecution, according to the report.

Alstom did not comment directly on the specific allegations but insisted the firm continued to "follow a rigid code" of ethics.

The report comes five years after Brazilian federal prosecutors and authorities in France and Switzerland investigated Alstom for alleged payments of bribes to win contracts for metro equipment between 1995 and 2003.

Press reports at the time said Alstom paid \$6.8 million to win a \$45 million contract for extending the Sao Paulo metro.

According to the federal police documents, Swiss authorities seized 7.5 million euros in alleged bribe money from a joint account in the name of Jorge Fagali Neto and Jose Geraldo Villas Boas, two officials linked to the Sao Paulo state government and the Brazilian Social Democratic Party (PSDB).

Estado said the bribe money was paid through offshore companies based in Uruguay and one in Brazil.

The money was then laundered through accounts in Luxembourg as well as Switzerland, New York and Lichtenstein.

Estado said Fagali was specifically charged with money laundering, tax evasion and racketeering while Alstom officials were charged with active corruption, money laundering, tax evasion and racketeering.

Federal Deputy Duarte Nogueira, a senior PSDB member, flatly denied that the party, in power in Sao Paulo state at the time as well as now, received payoffs for public contracts, according to Estado.

The daily said the Alstom case had the same ingredients as those in a railway price-fixing cartel in Sao Paulo and Brasilia, recently brought to light by German engineering giant Siemens.

Local media said that in a deal with Brazilian authorities to avoid criminal proceedings, Siemens voluntarily gave details of the price-fixing cartel.

Siemens, Spain's CAF, Japan's Mitsui, Bombardier of Canada and Alstom were allegedly involved in rigging prices for construction and maintenance of metro trains in Sao Paulo and Brasilia.

Sao Paulo state Governor Geraldo Alckmin and his predecessor Jose Serra, both PSDB members, have been linked to the Siemens case but have denied any wrongdoing.

BETRUGSFALL 13. August 2013 15:08; Akt: 13.08.2013 15:38

Die Angst vor einer negativen Schlagzeile

Ein korrupter Beamter im Landwirtschaftsministerium spielte seiner Frau über Jahre illegal Prämien zu. Es geht um 350.000 Euro. Die Behörde ist jetzt um Schadensbegrenzung bemüht.



Über Jahre soll ein Beamter im Landwirtschaftsministerium seiner Frau illegal Prämien zugeschoben haben. (Bild: dpa)

Über acht Jahre lang soll ein Beamter im Landwirtschaftsministerium via Ackerbauverwaltung illegal seiner Frau Prämien für den landwirtschaftlichen Betrieb in Höhe von insgesamt 350.000 Euro zugeschoben haben. Über diesen Korruptionsfall berichtete vergangene Woche das "Luxemburg Wort". Die Direktion der Ackerbauverwaltung fühlt sich missverstanden und reagiert erneut auf den Vorfall. Die Verwaltung dementiert, dass die Prämie in Höhe von 350.000 Euro "keine große Summe" sei. In einer Mitteilung vom Dienstag spricht man von einer "enormen Summe".

Die Behörde beruft sich jetzt auf EU-Regeln, wonach im Fall von Betrug die gesamte Summe zurückbezahlt werden muss. Der Beamte hatte seiner Frau zwischen 2005 und 2013 illegal die Prämien zukommen lassen. Es dauerte allerdings acht Jahre, bis die Ackerbauverwaltung den Betrugsfall bemerkte. Der zuständige Beamte aus der "unité de contrôle" im Landwirtschaftsministerium wurde inzwischen versetzt. Gegen ihn läuft derzeit ein Straf- sowie Disziplinarverfahren.

Die Ackerbauverwaltung will nach eigener Aussage durch solche Vorkommnisse nicht in "negative Schlagzeilen" geraten. Schließlich würden die Leistungen der Luxemburger Landwirtschaft allgemein hoch eingeschätzt, heißt es weiter. (Tageblatt.lu)

Regional/National



Whistleblowers pay price even as China vows to fight corruption

Wed, Jul 31 2013



By Sui-Lee Wee
HUIZHOU, [China](#) | Sun Aug 4, 2013 5:13pm EDT

(Reuters) - Chinese bloggers trying to expose corruption say they are coming under increasing physical and verbal attack over their reports, in what anti-graft activists describe as another blow to efforts to make Chinese officials more accountable.

At least six self-styled whistleblowers have been assaulted or harassed in recent months, according to media reports, Internet postings and several of the bloggers who spoke to Reuters.

Two unidentified men stabbed blogger Li Jianxin in the face and splashed acid on his back on July 8. Li, now blind in his right eye, remains in hospital in the southern city of Huizhou.

The attacks coincide with a government crackdown on activists demanding officials disclose their wealth, underscoring the limits of an anti-corruption push by President Xi Jinping.

Xi, who became president in March, has called for action against graft, warning, as many Chinese leaders have before him, that the problem could threaten the ruling Communist Party's survival.

"If President Xi Jinping is serious about fighting graft, then he should ensure that these individuals are protected from such intimidation and persecution," said Maya Wang, a researcher at Human Rights Watch.

Xi has said the "supervision of the people" is needed to fight corruption.

Indeed, Li said he and other whistleblowers were encouraged when they heard officials discuss "public opinion-based oversight" of power during China's annual parliament session in March. Li said he thought that meant the government wanted the Internet to be a tool to weed out corruption.

"It was like a boost to the heart," Li, 45, told Reuters from his hospital bed where he awaits three more operations in addition to the three he has undergone.

"It signified that the nation's leaders attach importance and support our anti-corruption efforts on the Internet."

Li, who runs a small restaurant, began posting accusations of official misconduct, illegal land grabs and nepotism in the city of Huizhou in Guangdong province just over a year ago.

In March, someone tossed a brick through his daughter's bedroom window. Li was not cowed.

"If they have the guts, they should take a gun and shoot me dead," Li wrote in an online forum after that incident.

Li does not know who attacked him last month and police have not made any arrests. He vowed to continue his online reports.

The postings contain few documents to support his accusations and none of Li's dozens of exposes have led to investigations. Much of his information comes from informants, Li said, adding he had never been sued for slander.

Huizhou officials did not respond to repeated requests for comment.

INTERNET IS FORUM FOR WHISTLEBLOWING

While whistleblowing mostly occurs inside organizations in Western countries, in [China](#) it plays out on the Internet, a barometer of public opinion for the country's middle-class and where people can reach a wide audience.

There are some three dozen Chinese whistleblowers who regularly post reports online under their own names about alleged corruption and misconduct, according to Reuters estimates based on the number of microblogs as well as media reports.

In January, the Central Discipline Inspection Commission, the party's anti-corruption authority, said it welcomed public participation in fighting corruption if people used their real names on the Internet.

"Any real-name whistleblowing report will be prioritized and will be given a timely response", Cui Shaopeng, the commission's spokesman, told a news conference at the time.

Authorities have investigated some online accusations since then and jailed several low-level officials.

The commission has a page on its website for tips from citizens, although it is unclear how many it has gotten recently. Between 2008 to 2012, the commission said it received 301,000 whistleblowing reports online. Officials at the commission, contacted by Reuters, declined to comment.

Still, Beijing remains wary of giving people too much latitude and does not give legal protection to whistleblowers.

Indeed, Zhu Ruifeng, one of China's most prominent whistleblowers, discovered last month the authorities had deleted his four microblog accounts. One was reactivated recently after a public outcry.

Zhu, who runs a whistleblowing website called "People Supervision Net" in Beijing, does not know who closed the accounts but reckons it was because of his recent postings on a government official who had spent lavishly on his mistress.

While he believed the party's discipline commission was sincere in fighting corruption, other government departments did not always like what he did.

"Sometimes I'll arouse the attention of the discipline commission. (The authorities) have a love-hate relationship with me," he said.

Last year, Zhu released a [video](#) of Lei Zhengfu, a district party chief in the southwestern city of Chongqing, having sex with his much younger mistress.

Communist Party officials are banned from having mistresses, and the [video](#) came to symbolize to many the excesses of the ruling elite. Lei was sentenced in June to 13 years jail for bribery. Zhu said he had never been assaulted but had received threats through microblog messages and emails.

"TRUTH CANNOT BE HIDDEN FOR LONG"

In the northeastern city of Dalian, microblogger Bi Meina has accused an official there of misconduct. She posted the claims on her microblog but did not provide any documentation. Since May, Bi said she has been followed and received calls and text messages from anonymous users, who have hurled insults.

"The distress is definitely there," Bi said by email. "I have thought of giving up ... and moving my family abroad."

In Maoming, another Guangdong city, an official called Zhu Guoyu has sought to expose local corruption with his online reports.

Nine officials had been convicted as a result of his postings, said Zhu Guoyu, the secretary-general of the Maoming People's Association for Friendship with Foreign Countries and head of the international liaison office in the city.

His bosses don't like what he does.

"They try to keep me busy so I don't have time to whistleblow," he said.

Last September, men in two cars chased him. In 2011, he was stabbed by unknown assailants but survived.

Despite the threats faced by bloggers and whistleblowers, the tide would turn in their favor, Zhu Guoyu said.

"There are so many people watching, I believe paper can't wrap up a fire," he said, referring to a Chinese saying that means the truth cannot be hidden for too long.

(Additional reporting by Beijing Newsroom. Editing by Dean Yates)

bloomberg.com

Obama Fraud Task Force Takes on the Big Banks

By Greg Farrell, Phil Mattingly & Karen Gullo - Aug 9, 2013 6:00 AM GMT+0200



John Walker/The Fresno Bee via AP Photo

U.S. Attorney Benjamin Wagner, pictured, in Sacramento, is leading the investigation and is a member of the group's parent, the Financial Fraud Enforcement Task Force.

The criminal investigation of JPMorgan Chase & Co.'s mortgage-backed securities practice is evidence a U.S. Justice Department task force set up to investigate causes of the financial crisis is finally getting some traction against banks blamed for ruining the economy.

The probe, disclosed this week in the bank's quarterly filing, is the latest enforcement effort to emerge from the Residential Mortgage Backed Securities Working Group. It was set up last year on orders of President [Barack Obama](#) to coordinate prosecutions of fraudulent underwriting activity by banks that contributed to the financial crisis.

The JPMorgan probe, which is also looking at possible civil violations, grew out of the working group's efforts, said Lauren Horwood, a spokeswoman for U.S. Attorney [Benjamin Wagner](#) in Sacramento, who is leading the investigation and is a member of the group's parent, the Financial Fraud Enforcement Task Force.

"Over the last year and a half, the RMBS Working Group members have been aggressively investigating multiple cases across the country and the public is only beginning to see the results," Associate Attorney General [Tony West](#), the No. 3 ranking official at the Justice Department, said in an e-mail.

The JPMorgan Chase investigation, which may not lead to criminal charges, follows parallel civil lawsuits filed earlier this week by the U.S. Securities and Exchange

Commission and the U.S. Attorney Office in Charlotte, North Carolina. U.S. officials claim Bank of America Corp. failed to disclose risks embedded in \$850 million in mortgage-backed securities issued in 2008.

First Case

In February, as the government's financial fraud task force started what would become a series of financial crisis-related cases, the Justice Department filed a civil suit against Standard & Poor's, a ratings company, alleging that the firm committed fraud by blessing a series of mortgage-backed securities with top-quality ratings in 2007. Federal and state investigators alleged S&P should have known that the securities were well below investment grade. The government has asked the firm to repay \$5 billion in losses.

Last October, New York Attorney General [Eric Schneiderman](#) brought the first case on behalf of the RMBS working group, accusing JPMorgan Chase of fraud stemming from the actions of its Bears Stearns Cos. subsidiary.

"The President's Working Group continues to meet and make progress in its efforts to hold banks accountable for the crash of the housing market and the collapse of the American economy," Schneiderman, who co-chairs the working group, said in a statement Aug. 7.

The Team

The RMBS group's director is Geoff Graber, who was also the lead Justice Department lawyer in the investigation of New York-based [McGraw Hill Financial Inc.](#)'s S&P unit. More than 200 federal and state attorneys, investigators and analysts have played a role in the group's work, according to the Justice Department.

Graber's coordinating team, composed of eight members, is based in Washington and made up of criminal prosecutors, civil attorneys and analysts. As part of its work, it conducts day-long meetings every two months, the most recent of which occurred on July 12, according to the Justice Department.

The meetings, which include staff from the SEC, Justice Department, representatives of Schneiderman's office and other state attorneys general and the FHFA's inspector general, are centered on current investigations, identifying new targets and coordinating strategies.

Faced Criticism

The group has faced criticism from lawmakers and consumer advocates for its failure to live up to the promises President Obama made when he announced its establishment in his January 2012 State of the Union address. The pace of the group's work drew early complaints from lawmakers, including California Representative [Maxine Waters](#), now the top Democrat on the Financial Services Committee.

It took the group nearly four months to create a website, name its executive director and hire a staff of attorneys, analysts and FBI investigators. The group didn't announce its first action until October 2012, when Schneiderman filed his suit against JPMorgan over misrepresentations related to RMBS put together by Bear Stearns.

The group took on a mix of continuing civil and criminal investigations and new probes into misrepresentations by securities originators and underwriters on the quality of mortgages backing the securities, failures to repurchase problematic loans and failures to transfer ownership of collateral into the securities in question.

Broad Mandate

The group has a broad mandate to investigate "any harm suffered by American consumers" related to misrepresentations or failures in agreements related to the securities, according to a Jan. 27, 2012, memo by Attorney General [Eric Holder](#).

The uptick in the group's work has mostly been on the civil side, as the department's attorneys have begun to focus on and use a 1989 statute that allows the government to seek civil penalties for losses to federally-insured financial firms that occurred as long as a decade ago. Standard securities-fraud cases need to be brought within five years.

The Bank of America suit was brought under that law and the civil charges being weighed by prosecutors against JPMorgan are being crafted through that statute too.

"This is the RMBS Working Group's most recent legal enforcement targeting misconduct in the RMBS market, but it will not be our last," said West, who is also vice-chairman of the task force's steering committee.

Surveillance: Obama promet des réformes au nom de la "transparence"

2013-08-10 10:22:00



Photo: afp

Le président américain Barack Obama a promis vendredi des réformes dans la surveillance des communications au nom de la "transparence" et de la "confiance", mais a démenti tout abus, après la polémique déclenchée par les révélations d'Edward Snowden.

Consacrant une grande partie d'une conférence de presse aux programmes de l'agence de sécurité nationale (NSA) mis en lumière par les révélations de M. Snowden, un ancien consultant réfugié en Russie, M. Obama a dit sa volonté de "travailler avec le Congrès pour mettre en place des réformes appropriées" de la disposition du Patriot Act qui chapeaute ces opérations.

Le Patriot Act est un ensemble de lois sécuritaires adoptées peu après les attentats du 11-Septembre. L'un de ses articles a été utilisé par l'administration pour justifier la collecte des métadonnées téléphoniques (durée des appels, numéros appelés) par la NSA, puissante agence chargée des interceptions électroniques.

Promettant une "nouvelle ère" dans le renseignement avec "davantage de supervision, davantage de transparence et de garde-fous", M. Obama a dit comprendre "les inquiétudes de ceux qui craignent qu'il pourrait y avoir des abus", mais il a assuré que les Etats-Unis ne souhaitaient pas espionner "les citoyens ordinaires".

Le programme de collecte des métadonnées, dénoncé par M. Snowden début juin, est "un outil important dans nos efforts pour prévenir les complots terroristes", a toutefois rappelé M. Obama, qui, interrogé sur le jeune consultant, a estimé qu'il n'était pas "un patriote".

Parmi les mesures envisagées, le président américain a évoqué le renforcement de la supervision par la Cour de surveillance du renseignement étranger (la FISC), un tribunal secret de 11 juges qui autorise la NSA à réclamer auprès des opérateurs téléphoniques et internet les données de leurs clients.

Jusqu'à maintenant les juges tranchaient sur des requêtes du gouvernement sans contradiction. Le président a dit qu'il envisageait d'instaurer une "voix indépendante" dans le dialogue avec la cour pour assurer l'équilibre entre sécurité et vie privée.

Autre mesure, la divulgation "d'autant d'informations que possible sur ces programmes" de surveillance, a énuméré M. Obama.

"Nous avons déjà déclassifié un nombre d'informations à propos de la NSA sans précédent. Mais nous pouvons aller plus loin", a-t-il expliqué, évoquant notamment la base légale du programme de collecte des métadonnées. Le département de la Justice a d'ailleurs publié dans la foulée un tel document.

Rassurer les alliés

Enfin, la NSA nommera un responsable chargé de la vie privée et des libertés publiques tandis qu'un site internet "servira de plate-forme à davantage de transparence" sur "ce que font et ne font pas" les agences de renseignement, a annoncé le président.

"Quant aux autres dans le monde, je veux encore une fois rappeler que l'Amérique n'est pas intéressée par l'espionnage des gens ordinaires", a-t-il plaidé.

"Toutes ces mesures sont destinées à faire en sorte que les Américains puissent avoir confiance dans le fait que nous respectons nos intérêts et nos valeurs" tout en menant des opérations de renseignement, a encore dit le président.

L'association de défense des libertés sur internet CDT a salué la "première étape cruciale vers un dialogue démocratique nécessaire de longue date" franchie par M. Obama, tout en appelant le Congrès à agir sans tarder "pour mettre fin à la collecte en masse des données téléphoniques des Américains".

Les adversaires républicains de M. Obama au Congrès l'ont en retour exhorté à ne pas perdre de vue la mission première du renseignement. "La transparence est importante, mais la Maison Blanche doit dire que la réforme ne compromettra pas l'intégrité" des programmes de surveillance, a expliqué Brendan Buck, porte-parole du président de la Chambre des représentants John Boehner.

La révélation du programme de surveillance d'internet, baptisé PRISM, a ulcéré de nombreux pays alliés des Etats-Unis, notamment l'Allemagne.

M. Obama, qui s'est entretenu jeudi avec des dirigeants d'entreprises de télécommunications et d'internet à la Maison Blanche, a également décidé de créer un groupe d'experts pour passer en revue les opérations de surveillance de son pays. Il leur commandera un rapport d'ici à la fin de l'année, selon un haut responsable de la Maison Blanche.

afp